



LE 2 AVRIL 2026 LES RETRAITÉ-ES SE FONT ENTENDRE !

Nos revendications sur le montpelliérain :

TRANSPORTS

Nous revendiquons :

- des mobilités pratiques, rapides, écologiques et justes, qui répondent aux besoins de toute la population de la Métropole de Montpellier ;
- la réouverture de certaines lignes, le développement du fret ferroviaire ;
- le développement de l'utilisation et de la connexion de plusieurs modes de transport ;
- maintien des guichets existants à la gare Saint-Roch ;
- l'ouverture de guichets à la gare Sud-de-France.

SANTÉ

Nous revendiquons :

- des moyens pour financer un grand Service public de Santé et d'Action sociale ;
- l'embauche de personnel pour les établissements de soins, EHPAD et aide à domicile ;
- un plan d'urgence pour la formation initiale et continue des métiers de la Santé et de l'Action sociale ;
- la suppression des forfaits hospitaliers et des franchises médicales ;
- le parking gratuit au CHU et de tous les établissements de santé ;
- un arrêt de tram devant le centre pour personnes âgées Antonin-Balmès ;
- la Sécurité sociale intégrale à 100 % intégrant la prise en charge de la perte d'autonomie.

MOBILISONS-NOUS LE 2 AVRIL 2026

À MONTPELLIER

**DE 10H30 À 12H À L'OFFICE DU TOURISME PLACE DE LA COMÉDIE
DE 15H À 16H30 PLACE JEAN-JAURÈS**

VENEZ SIGNER LA PÉTITION 

La question sociale au cœur des résistances et des mobilisations !

Dans un contexte politique national et international qui cultive la peur, qui pousse au repli, à l'abandon, l'expression revendicative de ses besoins pour bien vivre sa retraite reste déterminant pour le plus grand nombre des retraité-es.

Pensions-retraites : ça ne va pas !

Avec une augmentation des retraites de base de 0,9 % au 1^{er} janvier 2026 (au titre de l'inflation de l'année 2025) et de 0 % de la complémentaire retraite AGIRC-ARRCO, patronat, politiciens voudraient nous faire croire que les retraité·es sont non seulement privilégié·es, mais aussi responsables du déficit de la France.

La réalité est que 60 % des 17 millions de retraité·es touchent moins que le SMIC, que 30 % d'entre elles et d'entre eux sont en dessous de 1 000 € dont 74 % sont des femmes. Le MEDEF se dit disponible pour discuter d'une éventuelle augmentation de l'AGIRC-ARRCO, mais pour 2027, en échange d'une réduction de 1 milliard pour les indemnités chômeurs. Ce chantage est inacceptable et pas question d'avoir encore une « année blanche » en 2026 pour les retraité·es. D'autant que le gouvernement n'a pas abandonné sa volonté d'économiser 5 milliards € sur le dos des retraité·es : gel des pensions de base d'ici 2030, suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour 11 millions de retraité·es, augmentation de la C.S.G.

Nous nous opposons à toute diminution du pouvoir d'achat des retraité·es et revendique une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, comprenant les pertes cumulées depuis 2020 et augmentation des minima de pensions (Mico) de 300 €. Aucune pension en dessous du SMIC !

Sécurité sociale et système de santé : ça ne va pas !

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 a entériné un budget ne répondant pas aux besoins d'accès à la santé. Avec une augmentation de 3 % alors que les besoins nécessitent plus de 5 % pour maintenir le système de santé et hôpitaux publics. Cela risque de se traduire par des suppressions de lits, des suppression de personnels.

L'UCR-CGT revendique l'urgence de maintenir une Sécurité sociale disposant d'un budget à la hauteur des besoins pour permettre l'accès aux soins pour toutes et tous et répondre au défi du vieillissement de la population avec 30 % de retraité·es d'ici 2050.

La question de l'urgence du droit à l'autonomie des personnes âgées nécessite 200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Les Services publics : ça ne va pas !

Nombreux et nombreuses sont les usagers et retraité·es qui se mobilisent pour défendre et porter les besoins, notamment dans le domaine de la santé, l'action sociale, le secteur de la petite enfance, les transports collectifs, l'accès aux administrations publiques. Cela nécessite un accès pour toutes et tous avec le maintien des guichets ou accueil physique.

Ce sont bien des services publics de proximité, avec du personnel en nombre et formé, dont nous avons toutes et tous besoin. Face à la paupérisation de la population, et des retraité·es en particulier, aux nombreuses revendications restées sans réponse de la part des pouvoir publics, du patronat avide des exonérations sociales et aides publiques,

la mobilisation est et sera toujours nécessaire.